



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX

Saint-Prex, le 2 décembre 2020

Rapport de la commission chargée de l'étude du préavis municipal n° 07/08.2020 - Mise en conformité du règlement communal sur la distribution de l'eau et de son annexe

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission composée de MM. Jean-Noël Fanguin, Jacques Rochat, Roland Thiébaud, Blaise Van Poucque et Philippe Chable, rapporteur, s'est réunie à 2 reprises. Mesdames Véronique Savioz et Carine Tinguely, municipales déléguées, ont assisté partiellement à ces séances dans le but de présenter le dossier complet et de répondre aux questions de la commission. Qu'elles en soient ici vivement remerciées.

Deux membres de la commission ont en outre participé à une séance d'information de la Cofin à la demande de son Président, Michel Conne.

I. Préambule

Pour faire suite à la modification de la loi cantonale sur la distribution d'eau (2013) et la motion Porecca et consorts, déposée en décembre 2018, la Municipalité a entrepris la révision du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux, ainsi que sur celle du règlement communal sur la distribution de l'eau potable, objet du présent préavis.

Modification de la loi cantonale sur la distribution de l'eau – mise en conformité

Le Grand Conseil a modifié la loi sur la distribution de l'eau du 30 novembre 1964 (LDE) en date du 5 mars 2013. Le Conseil d'Etat a fixé l'entrée en vigueur de la nouvelle loi au 1er août 2013.

Le but principal de cette modification législative a été **d'adapter la LDE aux exigences procédurales découlant du droit fédéral**. D'autres modifications ont consisté à clarifier l'étendue des obligations légales des Communes, à préciser la nature et la fixation du prix de l'eau, à clarifier la nature des rapports entre l'usager et le distributeur, ainsi qu'à adapter le texte aux évolutions terminologiques, juridiques et législatives survenues depuis plus de 45 ans.

Dès lors, les communes sont elles aussi tenues de mettre en conformité leur règlement sur la distribution et le traitement de l'eau

Motion Porecca et consorts – demande de modification

Pour mémoire, cette motion déposée en 2018 s'appuie sur le plébiscite du contre-projet de l'initiative soutenue par l'Union Suisse des Paysans, afin de modifier l'art. 104a de la Constitution, démontre bien à quel point la population suisse, et tout particulièrement vaudoise, a le souhait de privilégier une alimentation saine, suisse et de proximité.

Dans ce contexte, il faut rappeler qu'une exploitation agricole qui souhaite construire des abris pour la production végétale se voit soumise actuellement aux mêmes taxes que l'industrie, le commerce et l'artisanat. Les motionnaires demandent de **différencier les constructions de grandes surfaces liées à l'agriculture** de celles en relation avec l'industrie, le commerce et

l'artisanat **au motif que la réglementation modifiée en 2012 n'est pas adaptée aux exploitations agricoles.**

Révision du règlement communal

Confrontée à ces deux demandes, la Municipalité a donc procédé à une **révision complète du règlement communal ET de son annexe.**

Nouveauté : les montants et les modes de calcul des taxes ne font plus partie du règlement, mais d'une **annexe**. Celle-ci stipule un **montant maximum** pour chaque type de taxe. Désormais, cette annexe fait partie intégrante du règlement et est adoptée non seulement par le Conseil communal, mais aussi par le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport.

L'annexe est complétée d'un **tarif**, de compétence municipale, qui détermine le montant des **taxes à encaisser**, montants qui doivent être **revus chaque année en fonction du résultat du compte affecté de l'eau**. Nous y reviendrons.

Il faut savoir également que la révision du règlement communal doit respecter le contenu et le format d'un règlement type, imposé par le canton. Les communes ont donc très peu de latitude pour faire valoir d'éventuelles modifications...

II. Description des modifications apportées au règlement (préavis - en rouge dans le texte proposé).

La commission a passé en revue les articles modifiés en compagnie des deux municipales déléguées et obtenu toutes explications utiles. La justification de ces modifications est fondée sur les critères mentionnés plus haut (clarifier l'étendue des obligations légales des Communes, fixation du prix de l'eau, rapports entre l'usager et le distributeur, ainsi qu'à adapter le texte aux évolutions terminologiques, juridiques et législatives survenues depuis plus de 45 ans).

Deux modifications spécifiques ont cependant été autorisées par le Canton :

art. 2.2 – « *L'abonnement est accordé au propriétaire* » (et non pas directement à un locataire ou fermier). Soit un seul interlocuteur, responsable notamment de récupérer une facture impayée en cas de départ du locataire. Le propriétaire devient donc *l'abonné*.

art. 11.2 – « *la concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux confiés* ». L'exigence de connaissances techniques approfondies (sous-entendu certification / diplôme SSIGE), jugée trop restrictive, est supprimée.

En résumé, le règlement communal tel que modifié est, de l'avis de la commission, adéquat et conforme au règlement type imposé par le Canton (outre les deux exceptions décrites qui ont été approuvées par cette instance).

Par ailleurs, la commission a pris acte que cette mise à jour du règlement et son annexe a été soumise simultanément au Canton, pour examen préalable le 05.11.2019, ainsi qu'au surveillant des prix... Le procédé peut surprendre, mais il permet au Conseil de se déterminer sur un règlement qui peut entrer en vigueur sans nouvelle itération avec le Canton.

III. Description des modifications apportées à l'annexe

Pour mémoire, l'annexe ne définit que des **montants maximums**.

Taxe d'abonnement annuelle et Taxe de consommation

La taxe d'abonnement annuelle s'élève au maximum à Fr. 200.00 par compteur communal installé (art. 6) et comprend les 100 premiers m3 consommés, puis au maximum Fr. 2.00 par m3 d'eau consommée (art. 5).

Les industries, les agriculteurs, les maraîchers et les viticulteurs (arrosage) ainsi que la piscine communale bénéficient d'un prix distinct d'au maximum Fr. 1.50 par m3.

Le tarif actuel est de Fr. 130.00 pour les 100 premiers m3, puis de Fr. 1.30 par m3 supplémentaire pour les ménages et Fr. 1.00 par m3 supplémentaire pour les industries, les agriculteurs, les maraîchers, les viticulteurs (arrosage) et la piscine communale.

Taxe de location pour les appareils de mesure

La taxe de location pour les appareils de mesure sera désormais calculée chaque année en fonction du prix d'achat moyen des compteurs de calibre identique achetés pendant la dernière année comptable. Le montant de la taxe s'élève mensuellement au maximum Fr. 20.00 par compteur pour les appareils de mesure sans émetteur et Fr. 25.00 pour les appareils de mesures avec émetteur. Actuellement, elle est fixée à 10% de la valeur à neuf de l'appareil.

IV. Taxe unique de raccordement

Cette taxe est au cœur de la motion Porecca et consorts et de la proposition de révision de la Municipalité.

Généralités

Rappel du **principe énoncé dans l'art. 40.1** : « *En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu de l'abonné une taxe unique de raccordement* ». Cette taxe de raccordement est applicable aux catégories suivantes : **eaux claires (EC), eaux usées (EU) et eau potable (EP)**.

Rappel également de quelques **principes directeurs énoncés par l'Exécutif communal** et cités par les 2 déléguées municipales :

« *La politique en vigueur est de fournir l'eau partout sur le territoire communal, bien que la Commune n'ait pas d'obligation légale de raccorder des bâtiments en zone constructible (LDE art. 1). Il s'en suit que **toute personne qui construit sur le territoire communal doit participer au coût global d'infrastructure** (une sorte de ticket d'entrée pour accéder au réseau... ndlr). En contrepartie, un propriétaire excentré ne paiera pas plus cher son raccordement au réseau, d'autres contribuables ayant déjà payé des taxes qui ont permis de réaliser l'infrastructure nécessaire... un système de **mutualisation** des coûts du réseau, les taxes de raccordement étant encaissées indépendamment du coût de l'équipement ».*

Autre principe : « *La Municipalité a décidé de **mettre sur pied d'égalité les industries, commerces et artisanat avec les agriculteurs, maraîchers, viticulteurs (arrosage) et piscine** afin de soutenir l'économie en général (et non pas un secteur en particulier). En effet, des taxes trop importantes pourraient inciter des entreprises à quitter St-Prex (pertes d'emploi potentielles...)*

Dans ce contexte, on peut considérer qu'un maraîcher est un industriel par rapport à la taille de nos agriculteurs saint-preyards qui subissent la météo, les saisons etc.

Enfin : « ***Les locaux techniques et de stockage continuent d'être considérés comme des bâtiments** même si ceux-ci sont liés à une exploitation agricole ou maraîchère. Ces bâtiments restent en effet des « constructions » avec emprise au sol, quelle que soient leur affectation* ».

Motion Porecca et consorts (2018)

Sur le fond, les motionnaires requièrent de **différencier les constructions de grandes surfaces liées à l'agriculture** de celles en relation avec l'industrie, le commerce et l'artisanat.

La motion demande en outre la modification de l'art. 40 du règlement actuel de distribution de l'eau par l'ajout d'un paragraphe ainsi libellé :

*« Pour les surfaces agricoles supérieures à 200 m², la taxe unique de raccordement est de Fr. 2.- par m² de surface brute de plancher (SBP) et Fr 50.- par point de soutirage d'eau installé dans et/ou hors du bâtiment. Les surfaces déterminantes pour les taxes d'évacuation des eaux claires et des eaux usées, ainsi que pour les taxes de raccordement ESP (eau sous pression), se limitent exclusivement aux SBP destinées aux locaux techniques et de stockage. **Les surfaces cultivées couvertes sont exclues de toutes taxes** ».*

Remarque de la commission : dans le cadre des nouvelles règles cantonales, la modification de l'article 40 par l'ajout pur et simple du paragraphe tel que proposé n'est plus réalisable formellement puisque le mode de calcul et les montants doivent figurer dans l'annexe du règlement.

Proposition municipale (2020)

Les modifications proposées par la Municipalité concernant la taxe unique de raccordement sont contenues dans l'art. 3 de l'Annexe :

L'art. 3.1 pose le **principe d'un mode de calcul différencié**, à savoir ... » *La taxe unique de raccordement est calculée par m² de surface brute de plancher utile ou par point de soutirage* ».

L'art 3.2 « *La surface est déterminée dans chaque cas par la Municipalité, selon la norme ORL 514 420, le point de soutirage entend une arrivée d'eau, eau chaude, eau froide confondus* ».

L'art. 3.4 « *Pour les **bâtiments**, le montant de la taxe unique de raccordement s'élève au maximum à Fr. 25.00 par m² de surface brute de plancher utile (SBP)* ».

L'art 3.5 « *Pour les **serres, hangars et halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant**, la taxe unique de raccordement s'élève à Fr. 10'000.00 par point de soutirage présent. Les surfaces ne peuvent être cumulées avec celles des constructions existantes* ».

Explications et commentaires :

Pour mémoire, la taxe unique de raccordement est composée de 3 taxes différentes relatives à **l'eau potable (EP), les eaux claires (EC) et les eaux usées (EU)**.

Pour ces 3 taxes, la Municipalité propose les **modes de calcul et montants suivants** :

Eau potable (EP) – Pour les serres non chauffées, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant, la taxe unique de raccordement pour l'eau potable (EP) est donc calculée uniquement en fonction du **nombre de points de soutirage présents**, à hauteur de Fr. 10'000.00 par point de soutirage, puisque les serres ne seront pas équipées d'installations par la Commune.

Commentaire municipal : « *La réintroduction des points de soutirage pour les serres, hangars et halles de stockage est appropriée, car elle permet de diminuer le prix au m², tout en taxant plus dans les cas où l'entreprise aurait beaucoup de points d'eau, donc potentiellement plus de besoins*

et donc plus de consommation finalement. C'est une manière d'éviter un éventuel abus, tout en évitant de facturer de gros montants pour des halles peu gourmandes en eau potable ».

Le prix de Fr. 10'000.00 correspond aux coûts estimés de nos jours et permet surtout d'éviter que l'auteur d'un projet annonce à la commune une autre affectation que celle qui sera effective, dans le but de profiter du prix le plus bas ».

Eaux claires (EC) – En raison de la grande surface cultivée et l'eau devant être évacuée, la taxe de raccordement est **maintenue, mais réduite** à Fr. 8.00 par m² de surface au sol (actuellement Fr. 30.00). Cette réduction tient compte de l'obligation du constructeur de créer des bassins de rétention pour laminer les débits, afin d'éviter un surdimensionnement du collecteur EC aux frais de la collectivité.

*« Cette proposition de **taxer quelque peu les EC est préférable à une taxation plus lourde de l'EP**. En effet, l'usure des tuyaux d'EP reste minime sur plusieurs décennies alors que la forte augmentation des EC dans le ruisseau proche va inévitablement avoir des conséquences sur son état et ses berges ».*

Eaux usées (EU) – pour les serres l'**exemption de taxes** est **proposée**, n'étant pas en présence d'eau souillée, ni de raccordement.

V. Scénarios chiffrés

Dans sa recherche d'un mode de calcul et de tarification équitable de la taxe unique de raccordement pour les différents acteurs économiques cités, la Municipalité a développé un grand nombre de scénarios chiffrés, dont 4 sont présentés dans l'annexe au rapport : « Situation AVANT 2012 » (c'est-à-dire avant abrogation du paragraphe de l'art. 40 dont la réintroduction est demandée par les motionnaires), « Situation actuelle (règlement en vigueur) », « Motion Porecca » et « Proposition Municipale ».

Pour calculer ces 4 scénarios, les **hypothèses de travail** retenues par la Municipalité sont les suivantes : une surface cultivée de 10'000 m² / avec 10 points de soutirage / 1 bâtiment de locaux techniques et stockage de 500 m² + **exemption des taxes d'eaux usées pour les serres (Motion Porecca et Proposition municipale)**.

Un **résumé** de ces 4 scénarios est présenté ci-dessous, sans taxes EU pour les serres afin de rendre **les résultats comparables à la Motion Porecca et la Proposition municipale**.

SCENARIOS (CHF) – sans taxes EU (serres)	SERRES	BÂTIMENTS	TOTAL
Situation avant abrogation (2002)	221'500	17'300	238'800
Situation actuelle (règlement 2012)	450'000	30'000	480'000
Motion PORECCA et consorts (2018)	0	3'500	3'500
Proposition municipale (2020)	180'000	30'000	210'000

Commentaires de la commission concernant les résultats ci-dessus :

« Situation AVANT abrogation (2002) » - Cette variante reprend les modes de calcul et le tarif en vigueur AVANT l'abrogation d'un paragraphe de l'art. 40 du règlement de l'eau supprimé en 2012, soit tarif plein pour les premiers 200 m² de bâti, serres ou bâtiment et tarif réduit pour le surplus.

Taxe applicable aux eaux claires, usées et eau potable. Résultat de cette simulation : un montant de **Fr. 238'800.- (sans taxe EU pour les serres afin de rendre cette taxe unique de raccordement comparable à la Motion et Proposition municipale).**

« Situation actuelle (Règlement 2012) » - Pour les industries, le commerce, l'artisanat, l'agriculture et la viticulture, le tarif en vigueur est de Fr. 30.00 pour les eaux claires (EC) et de Fr. 15.00 pour les eaux usées (EU) et eau potable (EP) par m2 de surface brute de plancher utile (SBP). Les taxes de raccordement EC, EU et EP calculées au tarif actuel, se montent à **Fr. 480'000 (sans taxe EU pour les serres)**. Un tel montant... » *rend pratiquement toute construction de grandes surfaces liées à l'agriculture impossible...* », selon les motionnaires, en raison des **charges considérables qu'elles représentent pour le propriétaire.**

« Motion PORECCA et consorts (2018) » - Telle que libellée la motion demande quant à elle une **exemption totale des taxes de raccordement EC, EU et EP pour les serres**, un tarif de Fr. 50.00 par point de soutirage (PdS) et un tarif de surface brute plancher utile (SBP) de Fr. 2.00 pour le bâtiment.

Ce mode de calcul et les valeurs proposées auraient pour effet de ramener la taxe unique de raccordement pour les serres et le bâtiment à **Fr. 3'500.-, soit 0.7% du montant à déboursier au tarif du règlement en vigueur.**

Il apparaît d'emblée que l'application de ces conditions préférentielles engendrerait, entre autres conséquences, **un sérieux problème d'application du principe d'égalité de traitement avec les autres acteurs économiques implantés ou futurs sur le territoire de notre Commune.**

« Proposition municipale (2020) » - Selon le mode de calcul et les montants proposés, largement décrits plus haut, la proposition municipale se monte à **Fr. 210'000** de taxe unique de raccordement à percevoir.

- Diminution de plus de moitié de l'impact global des taxes de raccordement de grandes exploitations maraîchères par rapport à celles calculées avec le règlement en vigueur
- Exonération la taxe sur les eaux usées EU
- Réduction de 70% de la taxe relative aux EC
- Réintroduction de la notion de points de soutirage en ce qui concerne l'EP.

La proposition municipale offre l'avantage de constituer un **compromis équilibré qui va dans le sens des demandes formulées dans la motion**, tout en préservant une cohérence avec les tarifs applicables aux industries, commerces, artisans, agriculteurs et viticulteurs sur le territoire communal.

En résumé : comme on peut le constater, l'écart entre le calcul de la taxe unique de raccordement selon Motion Porecca et consorts, soit Fr. 3'500.- et celle tenant compte du règlement en vigueur (2012), soit Fr. 480'000.- est considérable. Cet écart reflète une divergence de fond par rapport aux principes directeurs adoptés par la Municipalité. Dès lors, où placer le curseur ? En d'autres termes, **comment ne pas décourager la réalisation de projets d'envergure dans le secteur agricole / maraîcher, sans en faire supporter le coût par la collectivité, tout en préservant une tarification équitable des projets des autres acteurs économiques ?**

La **réponse de la Municipalité** à la proposition des motionnaires est la mise en place d'une modification du règlement communal sur l'eau qui permet de faire **bénéficier les exploitations de la taille et critères décrits d'un abattement substantiel** de la taxe de raccordement. Le choix d'une surface de 10'000 m2, d'un seul tenant pour les serres, hangars et halles de stockage non chauffés permet de restreindre la quantité de projets qui pourraient profiter de ce tarif préférentiel.

VI. Incidences financières

La mise en conformité du règlement communal n'a pas d'impact financier immédiat, selon le préavis, la Municipalité ayant décidé de conserver le tarif actuel pour les années 2020 et 2021.

La Municipalité devra toutefois se déterminer **chaque année sur le tarif à appliquer**, dans la limite accordée par le Conseil communal et en **fonction du résultat du compte affecté de l'eau**. Cette décision fera l'objet d'une communication au Conseil communal.

La révision du règlement communal prévoit donc un tarif de consommation avantageux pour les industries, les agriculteurs, les maraîchers, les viticulteurs (arrosage) et la piscine communale. Le coût de ce tarif préférentiel sur le compte affecté de l'eau a été évalué par la commission à environ Fr 56'000.- sur base des chiffres de consommation de 2019. La consommation de la piscine devra aussi être prise en compte.

La réalisation de projets d'envergure en 2021 viendrait au contraire alimenter le compte affecté de l'eau de manière positive, les taxes de raccordement étant encaissées indépendamment du coût de l'équipement, souvent déjà en place (il faut cependant prendre en compte l'entretien de ces équipements dans le futur). Mais le contexte éconómico-sanitaire actuel et l'absence de projets concrets rend toute projection hasardeuse à ce stade.

A toutes fins utiles, relevons que le compte affecté de l'eau potable présentait un bénéfice de Fr. 511'000.- au 31 décembre 2018 et de Fr. 887'000.- au 31 décembre 2019. « *A la fin de cette année, le compte pourrait atteindre le niveau de Fr. 1'000'000.-...* » selon Mmes Savioz et Tinguely qui estiment « *... qu'il est important de disposer de réserves pour assurer le maintien de la valeur des réseaux EC, EU et EP en général, et particulièrement EP dans le cadre du préavis... Il peut s'agir de réparations (fuites, affaissements, fissures, pompes en panne, etc.), mais surtout de tuyaux trop vieux et/ou diamètre insuffisant pour la défense incendie (normes actuelles demandant un diamètre plus élevé). Dans le cadre de la qualité de l'eau potable, les contrôles sont plus poussés... pression sur les nappes par l'activité humaine... un traitement de l'eau pourrait s'avérer nécessaire (évolution des effets du Chlorothalonil), etc.*

A titre de comparaison, le niveau du compte affecté enregistrait un déficit de Fr. - 2'350'415.- en 2010 (!).

VII. Considérations de la commission

Modifications apportées au règlement et son annexe

De l'avis de la commission, les modifications du règlement communal proposées sont **justifiées et conformes au règlement type imposé par le canton**. Rappelons en outre que cette mise à jour a été soumise simultanément au Canton, pour examen préalable le 5.11.2019, ainsi qu'au surveillant des Prix qui a renoncé à formuler une recommandation considérant que les taxes proposées pour 2020 restent inchangées et se placent à un niveau inférieur à la moyenne observée dans les Communes suisses de plus de 5000 habitants.

Motion Porecca et consorts

La commission a étudié avec attention la motion Porecca et consorts. Elle comprend et respecte les arguments avancés par les motionnaires. Cependant, après analyse chiffrée il apparaît que les demandes formulées concernant le **mode de calcul** des taxes de raccordement et les **tarifs proposés ne tiennent pas compte de la réalité des contraintes financières inhérentes au développement et entretien d'un réseau public de distribution d'eau**. De plus, les demandes formulées et notamment celle concernant l'exonération de toutes taxes de raccordement pour

les surfaces cultivées couvertes, sont de nature à causer un **fâcheux précédent** et de **sérieuses inégalités de traitement** avec d'autres acteurs économiques, tout aussi respectables, sur le territoire de la commune.

Proposition municipale

La proposition municipale telle que présentée à travers la modification du règlement et de son annexe est l'aboutissement d'une **réflexion approfondie de la Municipalité** sur la **valeur équitable des taxes à percevoir** relatives à la distribution (et le traitement) de l'eau dans la Commune.

Cette proposition témoigne d'une **volonté évidente de tenir compte des arguments avancés par les motionnaires**

En l'état et de l'avis de la commission, la proposition municipale constitue un **compromis équilibré** entre les demandes formulées dans la motion concernant les grandes exploitations agricoles et la nécessité de préserver une **cohérence** avec les modes de calcul et tarif applicables aux industries, commerces, artisanat, agriculture et viticulture sur le territoire de la Commune.

Concrètement, les **allègements proposés** pour les **serres, hangars et halles de stockage non chauffés de plus de 10'000 m2 de surface au sol et d'un seul tenant** se traduisent par :

- Une **exonération des taxes sur les EU** (eaux usées),
- Une **réduction significative des taxes sur les EC** (eaux claires),
- Une **réintroduction de la notion de PdS, points de soutirage**, pour le calcul de la taxe sur l'EP (eau potable), pour les serres et abris pour la production végétale, notamment.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, la commission à l'unanimité de ses membres soutient la révision du règlement communal et de son annexe telle qu'élaborée par la Municipalité.

X. Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu le rapport de la commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'approuver la mise en conformité du règlement communal sur la distribution d'eau et de son annexe ;
2. d'admettre que cette décision entre en vigueur après approbation par le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport.

Rapport établi à St-Prex le 2 décembre 2020

Au nom de la commission

Le rapporteur

Philippe Chable

Annexe : tableaux de calcul des taxes de raccordement (4 scénarios)

Copies à :

MM les membres de la commission

Mme la Présidente du Conseil communal

Mme la Secrétaire du Conseil communal

Mme Véronique Savioz, déléguée municipale

Mme Carine Tinguely, déléguée municipale

Mme la Secrétaire communale

M le Président de la commission des Finances

Scénarios : 10'000 m² serres, halle ou hangar de stockage - 10 points de soutirage eau - Bâtiment 500 m²

Situation EU/EC 2002 et ESP 1966

Type	EC	EU	EP	EC	EU	EP	
Serre	200 m ² x Fr. 25.-- = Fr. 5'000.-- 9'800 m ² x Fr. 20.-- = Fr. 196'000.--	200 m ² x Fr. 12.-- = Fr. 2'400.-- 9'800 m ² x Fr. 8.-- = Fr. 78'400.--	10'000 m ² x Fr. 2.-- = Fr. 20'000.-- Fr. 50.-- (par PdS) 10 x = Fr. 500.--	Fr. 201'000.--	Fr. 80'800.--	Fr. 20'500.--	
Bâtiment	200 m ² x Fr. 25.-- = Fr. 5'000.-- 300 m ² x Fr. 20.-- = Fr. 6'000.--	200 m ² x Fr. 12.-- = Fr. 2'400.-- 300 m ² x Fr. 8.-- = Fr. 2'400.--	500 m ² x Fr. 2.-- = Fr. 1'000.-- Fr. 50.-- (par PdS) 10 x = Fr. 500.--	Fr. 11'000.--	Fr. 4'800.--	Fr. 1'500.--	
Totaux				Fr. 212'000.--	Fr. 85'600.--	Fr. 22'000.--	Fr. 319'600.--

Situation actuelle

Type	EC	EU	EP	EC	EU	EP	
Serre	10'000 m ² x Fr. 30.-- = Fr. 300'000.--	10'000 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 150'000.--	10'000 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 150'000.--	Fr. 300'000.--	Fr. 150'000.--	Fr. 150'000.--	
Bâtiment	500 m ² x Fr. 30.-- = Fr. 15'000.--	500 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 7'500.--	500 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 7'500.--	Fr. 15'000.--	Fr. 7'500.--	Fr. 7'500.--	
Totaux				Fr. 315'000.--	Fr. 157'500.--	Fr. 157'500.--	Fr. 630'000.--

Motion Porreca

Type	EC	EU	EP	EC	EU	EP	
Serre	10'000 m ² x Fr. 30.-- = Fr. 300'000.--	10'000 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 150'000.--	10'000 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 150'000.--	Fr. 0.--	Fr. 0.--	Fr. 0.--	
Bâtiment	500 m ² x Fr. 2.-- = Fr. 1'000.--	500 m ² x Fr. 2.-- = Fr. 1'000.--	500 m ² x Fr. 2.-- = Fr. 1'000.-- 10 PdS x Fr. 50.-- = Fr. 500.--	Fr. 1'000.--	Fr. 1'000.--	Fr. 1'500.--	
Totaux				Fr. 1'000.--	Fr. 1'000.--	Fr. 1'500.--	Fr. 3'500.--

Proposition municipale

Type	EC	EU	EP	EC	EU	EP	
Serre	10'000 m ² x Fr. 8.-- = Fr. 80'000.--	10'000 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 150'000.--	Fr. 10'000.-- (par PdS) 10 x = Fr. 100'000.--	Fr. 80'000.--	Fr. 0.--	Fr. 100'000.--	
Bâtiment	500 m ² x Fr. 30.-- = Fr. 15'000.--	500 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 7'500.--	500 m ² x Fr. 15.-- = Fr. 7'500.--	Fr. 15'000.--	Fr. 7'500.--	Fr. 7'500.--	
Totaux				Fr. 95'000.--	Fr. 7'500.--	Fr. 107'500.--	Fr. 210'000.--